

Bulletin météorologique.

Washington, 19 août.— Indications pour la Louisiane.—Temps généralement couvert, excepté ondes sur le golfe; vents variables.

NOTRE EDITION

DU

1er Septembre.

Pour rester fidèle à la tradition, l'Abécille publiera cette année, le 1er septembre, une Revue complète des opérations financières et commerciales de l'exercice 1897-98 à la Nouvelle-Orléans.

Cette Revue renfermera tous les renseignements de nature à intéresser sur le progrès du Commerce et de l'Industrie, l'état des récoltes, les cours des valeurs publiques. Elle renfermera également des matières dont l'abondance et la variété plairont même aux plus exigeants.

Ce numéro présentant un intérêt plus qu'ordinaire, sera tiré à un nombre considérable d'exemplaires qui se repandront dans toutes les directions, autant dans les Etats voisins que dans les sections rurales de la Louisiane et en ville.

L'occasion sera donc exceptionnelle — ne s'offrant qu'une fois l'an — pour les annonceurs tenant à s'adresser à un public nombreux.

Nous invitons ceux qui désireraient des exemplaires de ce numéro, quel qu'en soit le nombre, à nous livrer leurs commandes le plus tôt possible.

L'Union Progressiste de la Nouvelle-Orléans.

Nos relations commerciales avec Copenhague.

On ne saurait trop applaudir aux travaux de l'Union Progressiste de la Nouvelle-Orléans, et aux efforts qu'elle fait pour multiplier nos relations commerciales avec les différentes nations des deux mondes. Hier encore, elle s'occupait de rendre plus fréquents et plus étroites nos rapports d'affaires avec Copenhague. Un comité de cinq, choisis pour étudier la question, s'était réuni dans l'après-midi. La séance a été extrêmement intéressante.

M. Théod. J. Dimitry, agent, à la Douane, de la Compagnie du Southern Pacific, était présent. Il a, dans un rapport préparé avec un soin extrême, exposé les besoins de notre communauté, qui devrait marcher de front avec New York, au point de vue des importations et des exportations. Il ne faut rien négliger pour multiplier nos relations avec les ports de la mer Baltique.

Le comité a été vivement frappé des idées émises par M. T. Dimitry. Il a autorisé son président à préparer une circulaire, qui sera envoyée à l'association danoise d'exportations, siégeant à Copenhague, afin de nous rendre un compte exact des exportations que nous pourrions recevoir des différents ports de la Baltique.

Nous remercions sincèrement M. J. A. Blaffer, gérant de l'Union Progressiste, de la lettre qu'il nous a adressée, à ce propos.

Retour des Troupes dans leurs Foyers.

La guerre est bien décidément terminée. Plus moyen d'en douter, à l'heure qu'il est. Les faits qui, en toute matière, sont plus éloquents que les plus beaux discours, sont là pour le prouver. Le gouvernement renvoie, dans leurs foyers, une grande partie des troupes qui s'étaient engagées à son service. Déjà, de nombreux régiments sont rentrés dans les Etats d'où ils étaient sortis.

Le camp de Chickamauga, qui servait de pépinière aux armées de l'Union, se déserte peu à peu. Avant un mois, peut-être, les forces de l'Union seront réduites de plus de moitié, sinon des deux tiers.

Ajoutons à cela que l'administration de Washington, qui a lieu d'être satisfaite des services de sa marine, laquelle a été un tout puissant facteur dans le conflit, dont le peu de durée est plus étonnant encore que ses résultats — l'administration, dit-on, nous nous, lui donne une fête sous forme de revue navale. Tout cela est bien fait pour nous démontrer que la parole n'est plus aux caïmans et que nous pouvons, en toute sûreté, retourner à nos champs, à nos sombres agricultures, ou rentrer dans nos ateliers si nous sommes industriels.

Il y a bien quelques petits points noirs à l'horizon, mais aucun d'eux ne porte la tempête ni ne l'annonce dans un avenir plus ou moins prochain.

Du côté des Etats-Unis, comme du côté de l'Espagne, il y a un commencement d'exécution du traité qui n'est pas encore rédigé, et la paix sera établie dans les faits, avant d'être en droit. Sous ce rapport, les deux peuples luttent de bonne volonté et de bonne foi et se montrent également anxieux d'en finir avec le lamentable état de choses qui existe, depuis cent et quelques jours. Les guerres de cent, de trente et même de sept ans ne sont plus de mise à notre époque. Celle qui vient de se terminer en est une preuve nouvelle.

L'ABEILLE DE DEMAIN.

SOMMAIRE.

- Un Poète, suite, J. Gentil. Le Crépuscule tombait. Les frères de Napoléon. Politique et Politiciens, suite, Yan de Lesca. Promesses de Nageurs. Féminisme tabagique. La légende de la dentelle. Recettes. Mondanités, La mode. L'Actualité, etc., etc.

M. Charles W. Gould.

Washington, 19 août.—M. Charles W. Gould, de New York, a accepté les fonctions de représentant spécial du département de la justice dans la commission militaire cubaine.

M. Gould est un avocat éminent, qui possède, dit-on, des connaissances spéciales pour remplir ces fonctions importantes. Ayant beaucoup étudié l'histoire il est au courant des détails de nombreux événements plus ou moins similaires à la prochaine évacuation de l'île de Cuba par les troupes espagnoles.

Cette science de l'histoire et la connaissance qu'a M. Gould de la langue espagnole seront très utiles à la commission.

Bismarck désavoué

—PAR—

BISMARCK.

Les paroles du Prince à Sedan.

Quand une réputation s'est établie sur la duplicité et le mensonge, il est bon pour cette réputation que celui qui l'a ainsi assise ne vive pas trop longtemps sous peine de se désavouer, car la rouerie humaine a des limites, et s'il est aisé d'inventer une fable, rien n'est plus difficile que de la raconter tous les jours de la même façon. Le mensonge est, en effet, fils de l'imagination, et soumis, comme tout ce qui est périssable, aux caprices de la mémoire. Avant de mourir, M. de Bismarck en a fait l'expérience le jour où, tombé du pouvoir dans un accès de vanité folle, il a avoué, pour s'attirer de nouveau la reconnaissance de l'Allemagne, qu'il avait rendu la guerre inévitable en altérant la fameuse dépêche d'Emm.

M. de Bismarck ne se disait pas qu'il désavouait, à la même occasion, les paroles prononcées par lui, en une circonstance solennelle, le 2 septembre 1870. Nous voulons parler de l'entrevue qui eut lieu entre le général de Wimpffen et l'état-major allemand, après Sedan, entrevue à laquelle M. de Bismarck assista et où il tint des propos qui allaient être consignés précisément par un témoin de l'entrevue, le capitaine d'Orceet, du 4e cuirassiers. La réédition de ces lignes du capitaine d'Orceet, oubliées aujourd'hui, ont été il y a un an, au lendemain des révélations de Bismarck, d'une puissance ironie, la mort de l'honneur n'est-elle pas la honte sanglante et qui fut assés celui des faux, les rendent d'une actualité saisissante.

On verra Bismarck accuser, en 1870, la France vaincue de cette provocation injustifiable et injustifiée qu'il allait revendiquer comme un honneur vingt-deux ans plus tard.

C'était à Sedan, après la bataille. Le général de Wimpffen s'était rendu au camp de l'état-major allemand, suivi de plusieurs officiers — dont le capitaine d'Orceet — pour discuter les conditions de la capitulation. Ils furent introduits dans un salon, au rez-de-chaussée. Le général de Moltke fit son entrée, accompagné du comte de Bismarck, du général de Blumenthal et de quelques officiers. Il vérifia les pouvoirs du général de Wimpffen, qui présentait ensuite le général Faure, chef d'état-major du maréchal de MacMahon, et le général de Castellau, qui venait apporter une communication verbale et officielle de la part de Napoléon III, communication qui, au dire du général Castellau, ne devait avoir son utilité qu'à la fin de la conférence.

Les interlocuteurs, d'après le capitaine d'Orceet, étaient placés de la façon suivante: à un centre de la pièce, une table carrée avec un tapis rouge; à l'un des côtés de cette table, le général de Moltke, ayant M. de Bismarck à sa gauche et le général de Blumenthal à sa droite; du côté opposé de la table était le général Wimpffen seul en avant; derrière lui, presque dans l'ombre, les généraux Castellau et Faure et les autres officiers français. Il y avait, en outre, dans le salon, ajoute le capitaine d'Orceet, sept ou huit officiers prussiens, dont

l'un, sur un signe du général de Blumenthal, vint se mettre près de la cheminée, sur laquelle il s'appuya pour écrire tout ce qui se disait.

Le général de Wimpffen demanda à connaître les conditions de la capitulation que le roi de Prusse était dans l'intention de nous accorder. Le général de Moltke répondit que l'armée tout entière serait prisonnière, avec armes et bagages; on laisserait aux officiers leurs armes comme leur témoignage d'estime pour leur courage, mais ils seraient prisonniers de guerre comme la troupe.

Le général de Wimpffen s'éleva contre ces prétentions, et avec une éloquence qui prenait dans la gravité de la situation des accents étonnants, tenta d'obtenir d'autres conditions. Il demanda que l'armée française pût se retirer avec armes et bagages, avec tous les honneurs dus à des soldats ayant fait bravement leur devoir sous l'engagement de ne plus servir contre les armées allemandes pendant la durée de la guerre. Il usa de tous les moyens, parla au cœur et à la raison de M. de Moltke, fit appel à ses sentiments d'équité et de justice, fit prévoir les conséquences que pourraient avoir des conditions trop dures. Le général, en s'exprimant ainsi, parlait, disait-il, pour le bien de la Prusse comme pour celui de la France.

M. de Moltke se montrait inébranlable. Le général de Wimpffen poursuivait: "En persévérant dans des mesures rigoureuses à notre égard, vous excitez à coup sûr la colère et la haine dans le cœur de tous les soldats; l'amour propre de la nation tout entière sera offensé gravement, car elle se trouvera solidaire de son armée et ressentira les mêmes émotions qu'elle. Vous réveillerez ainsi tous les mauvais instincts endormis par le progrès de la civilisation, et vous risquerez d'allumer une guerre interminable entre la France et la Prusse".

M. de Bismarck n'avait rien dit jusque-là.

Il prit la parole:

—Votre argumentation, général, dit M. de Bismarck, paraît au premier abord sérieuse, mais elle n'est au fond que spéculative et ne peut soutenir la discussion. Il faut croire en général fort peu à la reconnaissance, et en particulier nullement à celle d'un peuple; on peut croire à la reconnaissance d'un souverain; à la rigueur à celle d'une famille; on peut même en quelques circonstances, et ajouter une foi entière, mais, je le répète, il n'y a rien à attendre de la reconnaissance d'une nation. Si le peuple français était un peuple comme les autres, s'il avait des institutions solides, si comme le nôtre, il avait le culte et le respect de ses institutions, s'il avait un souverain établi sur le trône d'une façon stable, nous pourrions croire à la gratitude de l'Empereur et à celle de son fils, et attacher un prix à cette gratitude; mais, en France, depuis quatre-vingts ans, les gouvernements ont été si peu durables, si multipliés, ils ont changé avec une rapidité si étrange et si en dehors de toute prévision, que l'on ne peut compter sur rien de votre pays, et que fonder des espérances sur l'amitié d'un souverain français serait, de la part d'une nation voisine, un acte de déraison; ce serait vouloir bâtir en l'air.

—Et d'ailleurs, ce serait folie que d'imaginer que la France pourrait nous pardonner nos succès; vous êtes un peuple irritable, envieux, jaloux et orgueilleux

à l'excès. Depuis deux siècles, la France a déclaré trente fois la guerre à la Prusse (se représentant) à l'Allemagne; et cette fois-ci, vous nous l'avez déclarée comme toujours, par jalousie, parce que vous ne pouvez pas nous pardonner notre victoire de Sedan, et pourtant Sedan ne vous avait rien coûté et n'avait pu en rien atténuer votre gloire; mais il vous semblait que la victoire était un apanage qui vous était uniquement réservé, que la gloire d'armes était pour vous un monopole; vous n'avez pu supporter à côté de vous une nation aussi forte que vous; vous n'avez pu nous pardonner Sedan, où ni vos intérêts ni votre gloire n'étaient nullement en jeu. Et vous nous pardonnez le désastre de Sedan? Jamais!

—Si nous faisons maintenant la paix, dans cinq ans, dans dix ans, dès que vous le pourriez, vous recommenceriez la guerre; voilà toute la reconnaissance que nous aurions à attendre de la nation française! Nous sommes, nous autres, au contraire de vous, une nation honnête et paisible, que ne travaille jamais le désir des conquêtes et qui ne demanderait qu'à vivre en paix, si vous ne veniez constamment nous exciter par votre humeur querelleuse et conquérante. Aujourd'hui, c'en est assez: il faut que la France soit châtiée de son orgueil, de son caractère agressif et ambitieux. Nous voulons pouvoir assurer la sécurité de nos enfants, et pour cela il faut que nous ayons entre la France et nous un glacis; il faut un territoire, des fortifications et des frontières qui nous mettent à l'abri de toute attaque de sa part."

Le général de Wimpffen répliqua. M. de Bismarck, selon lui, en était resté à la France de 1815. La France avait changé. Elle aimait la paix et tous les fruits de la paix: l'industrie, le commerce. Elle était devenue l'amie de l'Angleterre, dont elle avait été séparée par une haine séculaire.

M. de Bismarck reprit la parole:

—Non, la France n'est pas changée, dit-il; c'est elle qui a voulu la guerre, et c'est pour flatter cette manie populaire de la gloire, dans un intérêt dynastique, que l'Empereur Napoléon III est venu nous provoquer. Nous savons bien que la partie raisonnable et saine de la France ne poussait pas à la guerre, néanmoins, elle en a accueilli l'idée volontiers; nous savons bien que ce n'était pas l'armée non plus qui nous était hostile, mais la partie de la France qui poussait à la guerre, c'est celle qui fait et défait les gouvernements.

—Chez vous, c'est la populace, ce sont aussi les journalistes (et il appuya sur ce mot), ce sont ceux-là que nous voulons punir; il faut pour cela que nous allions à Paris. Qui sait ce qui va se passer? Peut-être se formeront-ils chez vous un de ces gouvernements qui fera des lois à sa guise, qui ne reconnaîtra pas la capitulation que vous auriez signée pour l'armée, qui forcera peut-être les officiers à violer les promesses qu'ils nous auraient faites, car on voudra sans doute se défendre à tout prix. Nous savons bien qu'en France on forme vite des soldats; mais de jeunes soldats ne valent pas des soldats aguerris, et d'ailleurs, ce qu'on n'improvise pas, c'est un corps d'officiers, ce sont les sous-officiers. Nous voulons la paix, mais une paix durable et dans les conditions que je vous ai déjà dites; pour cela, il faut que nous mettions la France dans l'impossibilité de nous résister.

—Le sort des batailles nous a

livré les meilleurs soldats, les meilleurs officiers de l'armée française; les mettre gratuitement en liberté pour nous exposer à les voir de nouveau marcher contre nous serait folie; ce serait prolonger la guerre, et l'intérêt de nos peuples s'y oppose. Non, général, quel que soit l'intérêt qui s'attache à votre position, quelque flatteuse que soit l'opinion que nous avons de votre armée, nous ne pouvons acquiescer à votre demande et changer les premières conditions qui vous ont été faites".

Le général de Wimpffen répliqua: —"Eh bien, puisqu'il en est ainsi, nous recommencerons la bataille; il m'est également impossible, à moi, de signer une pareille capitulation.

C'est alors que le général Castellau prit la parole: —Je crois l'instant venu, dit-il, de transmettre le message de l'Empereur.

—Nous vous écoutons, général, fit M. de Bismarck.

Le général Castellau reprit: —L'Empereur m'a chargé de faire remarquer à S. M. le roi de Prusse qu'il lui avait envoyé son épée sans condition et s'était personnellement rendu absolument à sa merci, mais qu'il n'avait agi que dans l'espérance que le Roi serait touché d'un si complet abandon, qu'il aurait l'apprécier, et qu'en cette considération il voudrait bien accorder à l'armée française une capitulation plus honorable et telle qu'elle y a droit pour son courage.

—Mais quelle est l'épée qu'a rendue l'Empereur Napoléon III? demanda M. de Bismarck. Est-ce l'épée de la France ou son épée à lui? Si c'est celle de la France, les conditions peuvent être singulièrement modifiées, et votre message aurait un caractère des plus graves.

—C'est seulement l'épée de l'Empereur, reprit le général Castellau.

—En ce cas, fit le général de Moltke, cela ne change rien aux conditions; l'Empereur obtiendra pour sa personne tout ce qu'il lui plaira de demander.

—Nous recommencerons la bataille, fit le général de Wimpffen.

M. de Moltke répliqua:

—La trêve expire à quatre heures du matin. A quatre heures précises j'ouvrirai le feu.

On allait se séparer. M. de Bismarck reprit la conversation.

On se rassit. La conversation ainsi reprise amena comme résultat la prolongation de la trêve de quatre à neuf heures du matin. Mais ce fut tout. On sait ce qu'il advint ensuite.

Nous avons donné les parties essentielles de la narration du capitaine d'Orceet, faite peu de temps après à Stettin, où l'officier avait été mis en captivité à la suite de nos revers. La sincérité de ce récit s'impose. On y retrouve le Bismarck de toutes les mémoires, remuant la ferraille de ses armures avec fracas et bavant sur la France comme après boire.

Or, il mentait devant la France vaincue comme il avait menti six semaines auparavant en falsifiant des dépêches. Il ne consentit à dire la vérité que le jour où sa vanité fut en jeu. Et ce jour-là il se désavoua avec ce cynisme dont sa carrière nous offre tant d'excellents exemples. La guerre, c'était lui qui l'avait voulue et provoquée. Sa vanité effarouchée par le jeune Empereur, se mettait à chanter à tous les vents. Car la vanité, ce fut le défaut de la cuirasse de l'homme de fer. Rassurons-nous, elle n'a pas dit son dernier mot.

AMUSEMENTS.

Park Athlétique.

Les deux excellents artistes, Paolo et Dika, font toujours fureur, au Park et sont une diversion agréable au concert, d'ailleurs extrêmement intéressant que donne, tous les soirs, l'orchestre Borgès. Il nous a exécuté, hier soir, d'une façon remarquable, la célèbre marche de Tschannher et plusieurs fantaisies sur des motifs de nos meilleurs compositeurs.

West End.

Les acteurs Mendoza sont décidément de merveilleuses trapezistes. Elles font fureur au West End, en compagnie de l'orchestre Bellstedt, qui a réglé, hier, ses auditeurs d'une des meilleures œuvres de Beethoven, de l'ouverture de Coriolan, ainsi que de fragments des œuvres de Meyerbeer, Wagner et Massenet. N'oublions pas un joli solo de cornet à piston, par M. Herman Bellstedt.

Arrivée du transport Olivette au Fort Monroe.

Fort Monroe, Virginie, 19 août.—Le transport Olivette est arrivé ce matin de Santiago au fort Monroe avec deux cents malades et blessés.

L'ABEILLE

—DE LA—

NOUVELLE-ORLEANS.

Trois Editions Distinctes

Edition Quotidienne, Edition Hebdomadaire, Edition du Dimanche

ABONNEMENTS PAYABLES D'AVANCE.

EDITION QUOTIDIENNE

Pour les Etats-Unis, port compris: \$12.00... Un an; \$6.00... 6 mois; \$3.00... 3 mois.

EDITION HEBDOMADAIRE

Pour les Etats-Unis, port compris: \$2.00... Un an; \$1.50... 6 mois; \$1.00... 4 mois.

EDITION DU DIMANCHE

Cette édition étant comprise dans notre édition quotidienne, nos abonnés y ont droit. Les personnes qui veulent s'y abonner doivent s'adresser aux marchands.

MANDATS-POSTAUX ou par VALETS SUR EXPRESS.

Notre agents peuvent faire leurs remises par MANDATS-POSTAUX ou par VALETS SUR EXPRESS.

ponses, toujours aussi affectueuses, la baronne ne faisait aucune allusion au jeune homme.

Mais il y avait dans les lettres de Lydie comme un souffle de tristesse trahissant le désenchantement d'une âme qui a vu s'envoler ses premières illusions.

Et la jeune veuve n'avait pas de peine à comprendre que le joli roman d'amour de sa jeune amie, ébauché sur le paquebot, n'avait pas continué à New-York et s'était arrêté à la première page.

Qu'était-il arrivé? Que s'était-il donc passé?

Pour la baronne, ce n'était pas douteux, Lydie aimait Jacques; alors, c'était lui, Jacques, qui n'aimait pas Lydie.

Mais était-il possible que le comte eût pu rester insensible et froid en présence des grâces séduisantes de la jeune fille, qu'il n'eût pas subi le charme captivant de sa royale beauté.

Cela ne pouvait être que si M. de Valmont n'avait pas le cœur libre comme il le prétendait, et que se disant guéri de son amour pour Valentine il n'eût pas cessé de l'aimer.

Mais Mme de Gassie se refusait à admettre que le jeune homme fût lâche et fou à ce point d'aimer encore cette femme qui l'avait si odieusement trahi.

Jacques avait pour la petite Eliane, sa fille, une affection très grande, et il fallait, en effet, qu'elle fût grande et impé-

rieuse, cette affection, pour qu'il eût quitté Paris et se fût éloigné de sa grand-mère; mais Mme de Gassie ne pouvait admettre d'avantage que le comte, à cause d'Eliane, eût fait le serment de rester célibataire.

Qu'il aimât ou n'aimât pas Lydie, il y avait ce fait certain: le comte s'était brusquement éloigné du père et de la fille et ne les voyait plus.

La baronne connaissait la susceptibilité de Jacques et pouvait supposer que M. Gresham, par ses paroles ou seulement son attitude, l'avait profondément froissé.

La baronne savait aussi que le jeune homme était d'une excessive délicatesse; ne s'était-il pas éloigné de Lydie à cause de la grande fortune de M. Gresham, ne voulant pas qu'on pût l'accuser de vénalité?

Enfin, Mme de Gassie cherchait à s'expliquer la conduite du comte, à lui donner une raison, et elle s'égarait si bien dans le champ des suppositions qu'elle en revenait toujours à se demander:

—Mais que s'est-il donc passé?

Après une absence de quatre jours seulement, M. Gresham revint à New-York. Il avait mené rondement l'affaire pour laquelle il s'était rendu à Chicago, tellement il avait hâte de se retrouver auprès de sa

Maintenant, tout était terminé, il n'avait plus rien à faire aux Etats-Unis et était prêt à retourner en France si Lydie en manifestait le désir.

Pendant cette dernière absence de son père, la jeune fille n'était pas sortie une seule fois, elle n'avait presque pas quitté sa chambre, se plaçant dans son isolement. Elle n'avait pas été beaucoup dérangée; elle avait en une seule visite de Mme Barneuet, et deux autres dames de la ville étaient aussi venues la voir.

—Je ne sais pas vraiment ce qu'a Mlle Gresham, avait dit Valentine à son mari; elle est d'une pâleur et d'une tristesse qui ne me disent rien de bon; j'ai bien peur que la pauvre enfant ne soit atteinte de quelque chose de terrible mal qui fait tant de victimes.

—J'espère que tu te trompes, ma chère; si cette charmante jeune fille mourait, ce serait un grand malheur; son père, qui l'adore, ne lui survivrait pas ou il perdrait la raison. Alors il y aurait une fortune de dix ou douze millions sur laquelle se précipiterait comme des corbeaux une nuée d'avidités collatérales.

La jeune fille fut heureuse de revoir son père et c'est avec un cri de joie qu'elle se jeta dans ses bras; mais M. Gresham sentit que ce n'était pas ce même élan avec lequel Lydie l'accueillait autrefois. Et puis il fut

douloureusement frappé du changement qui s'était fait chez sa chère enfant durant les quelques jours qu'il avait été éloigné d'elle.

Ses Jones avaient maigri, sa pâleur s'était encore accentuée, ses beaux yeux, presque sans éclat, étaient entourés d'un cercle de bistre, et elle était languissante comme une jeune plante dont un ver ronger la racine.

En revoyant son père, elle n'avait pas manifesté bruyamment sa joie ainsi que cela lui arrivait quand le banquier venait de Loudres pour la voir au pensionnat. Elle avait eu seulement ce petit cri joyeux en se jetant au cou de son père, puis ensuite un doux sourire, sourire plein de tristesse, et c'était tout.

A présent, l'inquiétude du père devenait sérieuse. Il ne pouvait plus se faire illusion: le mal qui minait lentement sa fille, le menaçait d'un dépérissement complet, était grave. Mais ce mal, dont il soupçonnait la véritable cause, était-il possible de l'enrayer, de le détruire avant que, continuant ses ravages, il n'eût accompli complètement son œuvre de destruction?

Ah! M. Gresham ne pensait guère à sa fortune; que lui importait cette fortune, ces millions dus au travail de toute sa vie, s'il devait perdre sa fille? N'était-ce pas pour elle qu'il les

avait gagnés? Il aurait préféré cent fois qu'ils fussent engloutis dans quelque catastrophe et être réduit à vivre du travail de ses mains, comme un mercenaire, plutôt que de voir l'horrible mort étreindre son enfant et l'emporter.

Le lendemain de son retour à New-York et après avoir passé une nuit très agitée, M. Gresham vint trouver Lydie dans sa chambre.

La jeune fille était levée depuis longtemps déjà: assise devant une fenêtre, elle laissait errer ses regards sur le square, espérant peut-être y voir passer celui qui la fuyait et, sans doute, ne pensait pas à elle.

Lydie s'absorbait dans son rêve mystérieux recommencé chaque jour et jamais achevé, lorsque M. Gresham la rappela brusquement à un sentiment de la réalité.

Elle eut un mouvement de surprise, se leva et présenta son front à son père. Ils s'assirent à côté l'un de l'autre, sur le canapé.

—Ma chère mignonne, dit le père, prenant les deux mains de sa fille, qu'il serra doucement, je ne t'ai pas assez dit hier combien je suis heureux de me retrouver avec toi.

—Je suis bien heureuse aussi, cher père.

—Nous voilà donc ensemble, et, je l'espère bien, pour ne plus jamais nous séparer. Je n'ai

pas été aussi longtemps à Chicago que je le craignais; j'ai terminé assez facilement l'affaire importante que j'avais à régler dans cette ville; il est vrai que j'ai passé sur certaines choses et ai transigé avec une perte de quarante ou cinquante mille dollars; mais qu'est-ce que cela à côté du bonheur que j'avais de revenir plus vite près de toi!

Enfin, ma chérie, toutes ces affaires pour lesquelles je suis venu en Amérique sont maintenant terminées.

—Je t'apprends avec grand plaisir, cher père.

—Moi, ma fille bien-aimée, je serai délivré de tout souci si je te voyais joyeuse et riieuse comme autrefois; si je ne voyais pas une ombre sur ton front, cette pâleur sur tes joues amaigries, et dans tes yeux cette indifférence triste qui me désole.

—Oh! mon père!

—Je suis contrarié, oui, très contrarié de t'avoir emmenée avec moi; j'ai eu tort, et je le regrette, de ne pas t'avoir laissée à Paris. Vois-tu, Lydie, le climat de ce pays n'est pas bon pour toi. Mais ma présence n'est plus nécessaire à New-York; dans trois jours aura lieu le départ d'un paquebot, nous le prendrons pour retourner en France.

—Je ne me trouverai pas mieux en France qu'ici.

—Eh bien, ma chérie, maintenant que je suis libre, que je

n'ai plus à penser qu'à toi, nous voyagerons, nous visiterons l'Espagne, l'Italie, la Hollande, nous ferons le tour de l'Europe...

Oh! nous n'irons pas en Angleterre, je sais que tu n'aimes pas l'Angleterre.

—Je n'aime pas votre pays, mon père, parce que ma pauvre mère y est morte.

Et la jeune fille laissa échapper un profond soupir.

—Oui, dit M. Gresham très ému, tu la regrettes toujours, ton excellente mère, qui t'adorait; va, je comprends que, comme moi, tu gardes pieusement son souvenir en ton cœur. Ah! plus que jamais, en ce moment, tu aurais besoin de l'avoir près de toi pour t'entourer de toute sa tendresse. Un père, si bon et si affectueux qu'il soit, ne remplace pas une mère auprès de sa fille.

—Mais, mon père...

—Je le vois bien, Lydie, une jeune fille ne dit pas à son père ce qu'elle dirait à sa mère, elle ne lui ouvre pas son cœur comme elle l'aurait fait à sa mère. Tu souffres, ma fille.

A continuer.